

EDITO: ISRAEL VALLEY - LA CHRONIQUE DE ROGER CUKIERMAN. En attendant que Merkel et Hollande trouvent enfin le moyen d'assurer l'avenir de la monnaie européenne, nous allons évoquer des terres plus lointaines : l'économie israélienne. Est-ce une économie forte?

Roger Cukierman (Paris)

Publié le 26 juin 2012

L'État d'Israël s'est à la fois américanisé et mondialisé. Au croisement de l'Asie émergente et de l'Europe vieillissante, il atteint une croissance de 3 à 4%, exactement à mi chemin entre l'Europe à 0% et l'Asie à 8%. La crise qui a frappé l'Europe et l'Amérique semble l'avoir épargné. Avec l'avantage que cette croissance se réalise dans un environnement économique dont beaucoup rêveraient.

La dette publique et le déficit budgétaire sont proches des objectifs de Maastricht. Le taux d'inflation se situe à moins de 2%. Le chômage est inférieur à 7%. Le tourisme enregistre près de 4 millions de visiteurs dont beaucoup de Français. Ces Français ne sont pas étrangers à la bonne tenue du marché immobilier israélien.

Les réserves de change atteignent près de 80 milliards de dollars. La Banque d'Israël remarquablement dirigée par le gouverneur Stanley Fisher a su maintenir des taux d'intérêt bas et garantir la fermeté de la devise israélienne contre toutes les autres monnaies. Enfin, la moitié du PIB provient des exportations dont l'essentiel est à fort contenu technologique.

D'où vient cette croissance remarquable de l'économie israélienne ?

De la priorité à la recherche et au développement. 5 à 6 % du PIB en recherche et développement contre 2 % en France. L'activité de haute technologie a été favorisée par l'immigration venue de l'ancienne Union Soviétique qui comptait de nombreux scientifiques. Elle a été favorisée aussi par l'accent mis par les prestigieuses universités israéliennes sur la formation de nombreux ingénieurs. Aux premiers rangs d'entre elles le Technion et l'Université de Jérusalem.

L'armée a joué aussi un grand rôle en formant de nombreuses recrues aux technologies les plus sophistiquées. Le résultat c'est que tout le pays semble être une start up. 500 sociétés innovantes sont créées chaque année. Google et Yahoo et Microsoft et Intel y ont installé une partie importante de leur recherche et y font leur marché de start up et de brillants cerveaux. Même le très prudent Warren Buffett y a investi 4 milliards de dollars.

La culture des agrumes des années cinquante a fait place aujourd'hui à la haute technologie. On est passé, dit-on, de l'orange à la « pomme », la pomme d'Apple bien sûr.

Tout ne peut pas être rose. Quelles sont les faiblesses de cette économie ?

Les inégalités se creusent. La pauvreté touche deux catégories sociales dont le taux d'inactifs est élevé : il s'agit d'une part de la population arabe israélienne qui souffre d'un taux de chômage élevé. Et d'autre part des Juifs orthodoxes Haredim qui se consacrent à l'étude de la Torah et sont exemptés du service militaire. Les laïcs se plaignent de constater que les Haredim ne participent ni à la vie économique ni à la défense d'Israël et constituent une lourde charge sociale pour la population active. Au point que le parti de droite Beteinou souhaite que les critères d'attribution des logements sociaux privilégient les candidats au logement qui travaillent. Evidemment les partis religieux qui font aussi partie de la coalition gouvernementale s'insurgent contre cette proposition.

En outre, des mouvements sociaux venant cette fois plutôt de la classe moyenne réclament un meilleur accès au logement, protestent contre les prix élevés, et les salaires insuffisants. Des milliers de jeunes ménages ont campé dans les rues pour exprimer leur insatisfaction. On a assisté aussi à de longues grèves des médecins.

Avec une majorité plus large à la suite de l'entrée du parti Kadima au gouvernement va-t-on assister à plus de réformes ?

On peut enfin espérer qu'avec la très large majorité parlementaire qui soutient désormais le Premier ministre Natanyahu, celui-ci aura à cœur d'instaurer un mode électoral majoritaire. Cela éviterait les inconvénients de l'hyper démocratie actuelle qui place le gouvernement à la merci du chantage des petits partis, notamment les partis religieux. En tout état de cause, l'État devra faire face à plus de dépenses sociales, et compte tenu des problèmes sécuritaires à un accroissement du budget militaire.

Il se heurte également à la nécessité de réformes portant sur les structures financières du pays.

Pourquoi cette nécessité ?

Il se trouve que les propriétaires des banques israéliennes sont souvent aussi propriétaires d'entreprises industrielles ou commerciales, situation que la Banque d'Israël juge malsaine.

De même quelques tycoons israéliens, parmi lesquels NoHi Dankner et ItzHak Tchouva, ont pris des risques considérables, par exemple pour Dankner sur des projets hôteliers à Las Vegas ou des participations au capital du Crédit Suisse. Or leur endettement devient préoccupant. Au point qu'une filiale de Tchouva, menace de ne pouvoir rembourser ses créanciers obligataires. C'est le même Tchouva qui est le principal actionnaire du gisement de gaz récemment découvert en Méditerranée.

La Banque d'Israël exige des banques un resserrement du crédit. Mais comme dans le modèle économique américain, les ressources de ces hommes d'affaires proviennent plus d'obligations placées dans le public que de prêts bancaires.

Les pouvoirs publics veulent mettre fin aux situations de monopole et limiter la liberté d'emprunter de ces grands groupes.

Mais ces problèmes de structure financière paraissent bien dérisoires comparés aux problèmes existentiels auxquels l'État d'Israël est confronté, dans un Moyen Orient dont l'hostilité ne fait qu'empirer !